



7.7 Économie et droit

7.7.1 Vue d'ensemble de la branche spécifique « Économie et droit » - type services

Orientations de la maturité professionnelle ►	Technique, architecture et sciences de la vie			Nature, paysage et alimentation	Économie et services			Arts visuels et arts appliqués	Santé et social	
Domaines d'études HES apparentés à la profession CFC ►	Technique et technologies de l'information	Architecture, construction et planification	Chimie et sciences de la vie	Agriculture et économie forestière	Économie et services (Type « économie ») MP1	Économie et service Type « économie ») MP2	Économie et service Type « services)	Design	Santé	Travail social
Économie et droit dans le domaine spécifique ▼										
Nombre de périodes d'enseignement					300	200	160			200
Nombre d'heures de formation (arrondi)					405	270	220			270

7.7.2 Objectifs généraux

Étudier l'économie et le droit dans le domaine spécifique permet aux personnes en formation de trouver leurs repères face aux changements qui interviennent dans le contexte économique et le cadre légal existants, que ce soit dans leurs rôles de collaborateurs d'une entreprise et d'une organisation, de membres d'une famille, de consommateurs ou de citoyens et de contribuer ainsi à l'évolution durable de la société. Cet objectif est atteint si les personnes en formation parviennent à se forger leur propre opinion de manière objective et fondée sur des problèmes concrets concernant l'économie d'entreprise, l'économie politique et le droit (citoyens responsables sur les plans économique et juridique), à présenter leurs propres solutions et à apprécier celles proposées par des experts. Pour y parvenir, il importe que les personnes en formation comprennent les structures et les processus essentiels de l'économie d'entreprise, de l'économie politique et du droit et connaissent les bases sur lesquelles se prennent des décisions. Elles acquièrent à cet effet des bases en économie et en droit qu'elles peuvent appliquer à des cas concrets.

En économie d'entreprise, les personnes en formation étudient les aspects de la gestion des entreprises à but lucratif et non lucratif. Les entreprises produisent des biens ou offrent des services qui répondent à des besoins et reçoivent en retour une contre-prestation. Ces échanges répondent à la loi de l'offre et de la demande. Les personnes en formation acquièrent des connaissances sur les principaux processus d'une entreprise, ses structures et son environnement, et comprennent les processus de décision, le libre choix, les contraintes et les conflits d'intérêts dans le cadre de la gestion.

En économie politique, les personnes en formation étudient les aspects micro et macro économiques et notamment l'utilisation des ressources limitées en vue de satisfaire les besoins humains. La disponibilité des entreprises à satisfaire ces besoins contre rétribution et sur la base du partage des tâches est le moteur de l'activité économique. Les personnes en formation acquièrent des savoirs suivants: sur les processus économiques de base (la production, la distribution et la consommation de biens et de services) ; sur les conditions cadres de la régulation monétaire et non monétaire et leurs incidences ; sur les activités et les institutions qui participent aux processus économiques de base ainsi que sur la politique économique. Elles sont ainsi capables de distinguer les principales relations entre microéconomie et macroéconomie et sont en mesure d'en identifier et d'en évaluer les enjeux en tenant compte des évolutions de la société et des développements technologiques et écologiques.

En droit, les personnes en formation acquièrent un savoir de base du système juridique et des normes qui déterminent le cadre de l'ordre social. Elles acquièrent ainsi une compréhension des problèmes et du langage juridiques (connaissances juridiques de base, techniques de travail juridiques et résolution de cas pratiques) et sont capables de prendre des décisions lors de litiges avec l'Etat ou d'autres sujets de droit. Les personnes en formation ont conscience que le droit évolue, qu'il structure et organise les relations entre les membres de la société, qu'il contribue à résoudre les conflits et qu'une société ne peut fonctionner sans loi.

7.7.3 Compétences transdisciplinaires

Les compétences transdisciplinaires suivantes sont particulièrement encouragées chez les personnes en formation :

- *capacité de réflexion* : analyser l'actualité en ce qui concerne la gestion responsable des ressources limitées et le respect de normes éthiques reconnues ; évaluer les corrélations qui existent entre des données économiques, sociales et juridiques ainsi que leurs changements
- *pensée et action orientées vers le développement durable* : réfléchir aux questions posées par le développement durable et esquisser des projets d'avenir communs intégrant leur propre personne, leurs semblables et l'environnement
- *capacité à s'intéresser* : suivre avec attention l'actualité économique, juridique, écologique et politique
- *comportement en situation d'apprentissage et de travail* : organiser les processus d'apprentissage de manière autonome et en groupes ; appliquer des méthodes d'apprentissage et de travail (p. ex. analyse de textes, interprétation de statistiques, analyse de données, utilisation d'outils de recherche) ; systématiser et analyser de manière critique son propre comportement en situation d'apprentissage et de travail.
- *utilisation des technologies de l'information et de la communication (compétences TIC)* : analyser les problématiques économiques et juridiques, individuellement ou en groupe, à l'aide des médias ; développer diverses solutions, les évaluer et opter pour la meilleure.
- *compétence linguistique* : comprendre les terminologies spécifiques et les utiliser de manière précise.

7.7.4 Domaines de formation et compétences spécifiques

7.7.4.2 Domaines d'études HES apparentés à la profession CFC : Économie et services (type « services »)

Domaine de formation et domaines partiels (selon PEC MP)	Compétences spécifiques (selon PEC MP)	Contenu concret	Nombre Périodes	Idées pour le TIB
1. Aspects d'entreprise (60 périodes d'enseignement)				
Références <ul style="list-style-type: none"> « Économie et Société » de la CREME Marketing, François et Fabienne Courvoisier, LEP, Lausanne L'entreprise en Suisse, Rémy Bucheler, LEP, Lausanne Économie suisse, Cyril Jost, Vincent Kucholl, Mix & Remix, LEP, Lausanne 				
1.1 Modèle d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> déterminer les interactions entre les domaines suivants : prestations, finances et personnel 	<ul style="list-style-type: none"> comparer des entreprises dans un même secteur ou dans des domaines différents (industriel, commercial, services, etc.) et identifier les différences dans les domaines des prestations, des finances et du personnel 	5	
	<ul style="list-style-type: none"> indiquer et évaluer les réactions possibles des acteurs économiques suite à des modifications dans les différents environnements 	<ul style="list-style-type: none"> Par des études de cas orientées vers la pratique et adaptées à son niveau, être en mesure : <ul style="list-style-type: none"> de proposer des solutions aux problématiques d'entreprises dans les domaines suivants : schéma directeur, organisation, marketing et financement de juger les solutions à ces problématiques d'entreprise à l'aide de critères prédéfinis ou établis par l'étudiant 	6	

1.2 Domaine des prestations	<ul style="list-style-type: none"> comprendre les objectifs de production destinés à développer des produits ou des services, identifier des objectifs conflictuels et proposer des solutions 	<ul style="list-style-type: none"> comprendre au travers d'études de cas que certaines contraintes de production (par exemple technologique et coûts) peuvent restreindre la création de produits qui répondent à la demande des clients) 	5	
	<ul style="list-style-type: none"> décrire les méthodes de recherche d'informations pour l'élaboration d'études de marché et évaluer leur pertinence 	<ul style="list-style-type: none"> décrire les études de marché quantitatives et qualitatives, les méthodes d'échantillonnage et l'analyse des données 	7	
	<ul style="list-style-type: none"> proposer un marketing mix simple et judicieux à l'aide d'exemples 	<ul style="list-style-type: none"> réaliser le marketing mix adapté à un produit et un service concret. Définir les instruments de marketing en matière de Product (produit), Place (distribution), Price (prix) et Promotion (communication) en argumentant les choix 	8	
1.3 Domaine des finances	<ul style="list-style-type: none"> décrire des objectifs financiers des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> à l'aide d'exemples simples, décrire les avantages et les inconvénients des différents types de financement (externe/interne, propre/étranger, autofinancement ainsi que par création de trésorerie) pour les liquidités, sécurité et rentabilité de l'entreprise différencier les stratégies de placement en tenant compte des principes de placement en termes de liquidités, de sécurité et de rendement/croissance ainsi que de responsabilité durable en matière d'investissement pour des exemples simples de placement moyennant l'utilisation d'actions (cotées, non cotées), d'obligations, de fonds de placement et de comptes épargne 	5	<ul style="list-style-type: none"> jeu boursier : économie / math / histoire préparer les élèves à gérer un portefeuille en utilisant l'apport des mathématiques pour justifier leur décision

		<ul style="list-style-type: none"> différencier les caractéristiques et les particularités des titres sous forme d'actions et d'obligations 		
1.4 Domaine social	<ul style="list-style-type: none"> reconnaître l'importance de la responsabilité sociale des entreprises (Corporate social responsibility) et décrire, à l'aide d'exemples tirés de la pratique des entreprises, les instruments à disposition pour le maintien des droits humains et le respect des lois sur l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> reconnaître les impacts (sociaux, environnementaux et économiques) de la RSE au travers d'exemples de chartes d'entreprise, de labels, reconnaître les éléments qui ont pour objectifs de respecter les droits humains et l'environnement 	3	<ul style="list-style-type: none"> la Constitution suisse : histoire / économie l'objectif est de mettre en parallèle la Constitution suisse dans le cours d'histoire avec la charte d'entreprise dans le cours d'économie
	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les formes de rémunérations du personnel ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients 	<ul style="list-style-type: none"> Présenter les avantages et les inconvénients des différentes formes de rémunérations : <ul style="list-style-type: none"> rémunération de base rémunération annexe intéressement 	6	
	<ul style="list-style-type: none"> montrer l'importance de la formation du personnel sur la productivité, expliquer et évaluer des alternatives et des modèles de collaboration 	<ul style="list-style-type: none"> au travers d'exemples, expliquer les avantages et les inconvénients des modèles de formation, qu'il s'agisse de formation interne à l'entreprise (forum interne, formation en réseau) ou dans le cadre d'une collaboration interentreprises 	3	<ul style="list-style-type: none"> évaluation propre à la branche spécifique
1.5 Domaines particuliers d'économie d'entreprise : banques et assurances	<ul style="list-style-type: none"> décrire dans les grandes lignes le fonctionnement des banques 	<ul style="list-style-type: none"> décrire le processus d'octroi de crédits bancaires (solvabilité) pour des crédits d'exploitation, d'investissement et hypothécaires et distinguer les garanties nécessaires (gage immobilier, nantissement et cautionnement) 	3	<ul style="list-style-type: none"> évaluation propre à la branche spécifique Interconnexions avec Gestion financière 8.1 Crise 2008 - Analyse relation des risques Banque - BNS
	<ul style="list-style-type: none"> décrire dans les grandes lignes le fonctionnement de la bourse et expliquer les valeurs et les titres qui se négocient en bourse, que ce soit en termes de financement ou de placement 	<ul style="list-style-type: none"> définir et expliquer les caractéristiques des valeurs boursières telles que des actions et des obligations en termes de financement ou de placement décrire le rôle et le 	3	<ul style="list-style-type: none"> évaluation propre à la branche spécifique

		fonctionnement de la bourse		
	<ul style="list-style-type: none"> citer des possibilités de protection financière par des assurances pour les personnes privées et développer des propositions dans des situations concrètes 	<ul style="list-style-type: none"> Apprécier à l'aide d'exemples simples, la nécessité des différents types d'assurance ci-après pour une personne privée et une entreprise : <ul style="list-style-type: none"> AVS / AI / APG prévoyance professionnelle (LPP) assurance chômage AC assurance-maladie assurance-accidents (LAA) assurance-vie assurance responsabilité civile privée assurance de véhicules à moteur (casco, RCVM) assurance mobilière Les notions suivantes peuvent être intégrées à l'évaluation : <ul style="list-style-type: none"> système des trois piliers sous-assurance et surassurance recours contre les tiers responsables franchises 	6	<ul style="list-style-type: none"> évaluation propre à la branche spécifique
Total			60	

2. Aspects d'économie politique (40 périodes d'enseignement)

Référence

- « Économie et Société » de la CREME

2.1. Marchés et activités économiques durables	<ul style="list-style-type: none"> décrire comment les agents économiques prennent des décisions visant à satisfaire les besoins, interagissent sur les marchés et comment ils accroissent la prospérité du pays 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer la relation entre la maximisation de l'utilité individuelle et la maximisation de l'utilité globale 	2	
	<ul style="list-style-type: none"> estimer les conséquences des interventions de politique économique sur les marchés (p. ex. contrôle des prix, impôts) en se référant à la loi de l'offre et de la demande, énoncer et défendre une opinion personnelle sur la pertinence des interventions 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer, à l'aide de graphiques prédéfinis et sur la base quantité/prix, des exemples concrets des interventions de l'État sur le marché : <ul style="list-style-type: none"> prix plancher prix plafond taxes dissuasives salaire minimum subventions aux agriculteurs 	7	<ul style="list-style-type: none"> évaluation propre à la branche spécifique
	<ul style="list-style-type: none"> décrire les instruments de politique économique destinés à développer une économie durable (par exemple concernant les émissions de CO2 ou les certificats d'émission de CO2) 	<ul style="list-style-type: none"> A l'aide de cas, décrire des instruments qui permettent d'intégrer les coûts des externalités : <ul style="list-style-type: none"> taxes pigouviennes (taxe sur les carburants, RPLP, taxes au sac, etc.) certificats interchangeables (centime climatique, certificat d'émission CO2, etc.) normes et législation 	5	

2.2 Croissance, conjoncture et chômage	<ul style="list-style-type: none"> citer les mesures favorisant la croissance à long terme et durable d'une économie nationale et en évaluer l'importance 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les mesures structurelles (p. ex. choix du système économique et politique) qui favorisent la croissance à long terme et respectueuses des critères du développement durable 	3	
	<ul style="list-style-type: none"> décrire les instruments d'une politique conjoncturelle visant à soutenir ou à freiner l'activité économique et évaluer les effets des mesures adoptées 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer et apprécier les objectifs (stabilité des prix, plein emploi, croissance économique, équilibre budgétaire de l'Etat, équilibre social, balance commerciale, qualité environnementale) et les instruments de la politique conjoncturelle (politique budgétaire, fiscale et monétaire) 	3	
	<ul style="list-style-type: none"> expliquer comment se mesure le chômage et décrire différents types de chômage 	<ul style="list-style-type: none"> décrire les causes et les formes de chômage, en particulier comment se calcule le taux de chômage (Approches SECO et BIT) présenter les notions de chômage conjoncturel, structurel, frictionnel 	2	
2.3. Monnaie, banques, stabilité des prix et finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> analyser de manière approfondie l'interdépendance entre la stabilité des prix, le chômage et l'évolution de la conjoncture 	<ul style="list-style-type: none"> montrer les conséquences d'une politique conjoncturelle sur le niveau général des prix et le chômage 	3	
	<ul style="list-style-type: none"> décrire les effets et les limites de l'endettement de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> montrer les différents aspects de la théorie moderne des finances publiques (Keynes) et les difficultés d'application qui conduisent à des mesures de frein à l'endettement 	3	

2.4. Commerce extérieur et aspects de géographie économique	<ul style="list-style-type: none"> interpréter la balance des paiements et ses conséquences 	<ul style="list-style-type: none"> comprendre les flux monétaires générés par l'échange international de biens et de services ainsi que les échanges de capitaux 	3	<ul style="list-style-type: none"> Quelle agriculture de montagne pour demain ? Histoire, géographie, économie et sport
	<ul style="list-style-type: none"> déterminer les aspects économiques, écologiques et énergétiques de la mondialisation 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les problèmes écologiques présents et futurs ainsi que les défis dans le domaine de la protection de l'environnement et de la politique énergétique 	6	
	<ul style="list-style-type: none"> décrire des conséquences possibles du libre-échange 	<ul style="list-style-type: none"> décrire les opportunités (développement économique, baisse des prix, etc.), les dangers (perte d'entreprise, chômage, transfert de technologie, etc.) et les impacts écologiques que présentent la globalisation et le libre-échange 	3	
Total			40	

3. Aspects juridiques (60 périodes d'enseignement)

Références

- « Économie et Société » de la CREME
- Code des obligations, code civil et LP (version chancellerie et édition commerciale)

3.1. Ordre juridique et notions fondamentales

<ul style="list-style-type: none"> • comprendre le système juridique suisse comme élément essentiel de l'organisation sociale et de ses normes 	<p>Décrire les exigences posées à un système juridique moderne et expliquer les bases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • droit public <ul style="list-style-type: none"> • systématique et principaux domaines juridiques • état de droit et institutions juridiques • droits fondamentaux et libertés fondamentales (sens fondamental du droit : signification à l'exemple de la garantie de la propriété et de la liberté d'expression) • droit privé <ul style="list-style-type: none"> • systématique et principaux domaines juridiques • principes juridiques (bonne foi, devoirs généraux, fardeau de la preuve) 	3	
<ul style="list-style-type: none"> • étudier des cas pratiques actuels et des problèmes juridiques et suivre une démarche systématique et ciblée (faits, éléments constitutifs, conséquences juridiques, application du droit) pour les résoudre 	<ul style="list-style-type: none"> • présenter et situer ces objets à l'aide d'exemples typiques en identifiant les parties de la procédure 	4	

3.2. Code civil	<ul style="list-style-type: none"> décrire les conditions de la jouissance des droits civils, de la capacité de discernement et de l'exercice des droits civils des personnes physiques et morales et en connaître les conséquences sur le plan légal 	<ul style="list-style-type: none"> décrire les sujets de droit et objet de droit ainsi que la jouissance des droits civils et l'exercice des droits civils des personnes physiques et morales expliquer et appliquer les conséquences sur le plan légal à l'aide de cas pratiques 	4	
	<ul style="list-style-type: none"> traiter des cas juridiques relevant du droit de la famille ou du droit des successions à l'aide du code 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les conditions et les effets du mariage, du concubinage et du partenariat enregistré et présenter les principales différences présenter la participation aux acquêts et ses effets pendant le mariage et en cas de dissolution du mariage (sans les calculs) régimes matrimoniaux de la communauté de biens et de la séparation de biens : dispositions générales et rapports financiers entre époux. déterminer pour des partages typiques, les héritiers légaux, régler une succession légale et indiquer les réserves pour des cas simples. déterminer, sur la base d'un testament, la répartition de la succession selon les dispositions légales. Exhérédation, pacte successoral et répudiation 	7	<ul style="list-style-type: none"> mariage : économie / histoire / français / informatique la notion de mariage a beaucoup évolué avec le temps (histoire, français) pour aboutir à la forme juridique, économique et social que l'on connaît aujourd'hui. Le comparatif final pourrait se faire à partir d'outils informatiques
	<ul style="list-style-type: none"> évaluer des problématiques concernant les droits réels à l'aide de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> lister les droits réels (propriété, réserve de propriété et possession) et les droits réels limités apprécier, à l'aide de cas concrets, les différents aspects des droits réels 	4	<ul style="list-style-type: none"> évaluation domaine spécifique

3.3. Dispositions générales du Code des obligations (CO)	<ul style="list-style-type: none"> faire la distinction entre les obligations résultant d'un contrat, d'actes illicites et de l'enrichissement illégitime 	<ul style="list-style-type: none"> découvrir dans des cas juridiques simples s'il existe un rapport d'obligation et présenter les principales conséquences juridiques sur : <ul style="list-style-type: none"> le contrat l'acte illicite (responsabilité pour faute et responsabilité causale simple ou aggravée) l'enrichissement illégitime 	4	
	<ul style="list-style-type: none"> faire la différence entre la nullité et l'annulation d'un contrat 	<ul style="list-style-type: none"> résoudre des cas juridiques simples relatifs à la création et à l'exécution conformes au droit de contrats simples. Ce faisant, citer les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> vice du consentement (lésion, erreur essentielle, dol, crainte fondée) causes de nullité exécution (objet, lieu, époque) à l'aide de cas concrets, différencier la nullité et l'annulation d'un contrat 	4	
3.4. Les diverses espèces de contrats	<ul style="list-style-type: none"> appliquer à des cas simples les principales normes légales relatives au contrat de vente 	<ul style="list-style-type: none"> décrire les types de contrats de vente ainsi que les droits et obligations des parties contractantes résoudre, à l'aide du Code des obligations, des cas juridiques simples dans le domaine des retards de livraison, des défauts de la chose et des retards de paiement et présenter dans les grandes lignes les conséquences juridiques de la non-exécution des contrats de vente LCC : expliquer les dangers de l'endettement privé. Citer les pièges de l'endettement 	7	

		<ul style="list-style-type: none"> montrer à l'aide de cas concrets les caractéristiques des contrats de crédit à la consommation en expliquant les parties prenantes dans un contrat de leasing 		
	<ul style="list-style-type: none"> identifier les principaux conflits pouvant surgir entre les parties des diverses espèces de contrats 	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les caractéristiques du contrat de travail, du contrat d'entreprise et de mandat, et présenter les différences résoudre, à l'aide du CO, des cas juridiques simples dans les domaines de la résiliation de contrats, des heures supplémentaires, du droit au salaire, du droit aux vacances, de la diligence et de la fidélité à observer 	3	
	<ul style="list-style-type: none"> traiter de manière autonome des cas relevant du droit des contrats en utilisant le code des obligations et un schéma de résolution approprié 	<ul style="list-style-type: none"> résoudre des problèmes juridiques en matière de loyers abusifs, de défauts de l'objet loué et de dispositions relatives au congé (termes, délais) et indiquer la procédure en cas de problèmes juridiques dans le domaine du droit de bail 	5	
3.5. Droit des sociétés et autres domaines juridiques (LP, droit fiscal)	<ul style="list-style-type: none"> décrire les bases du droit des sociétés et du registre du commerce 	<p>À l'aide des critères ci-après, décrire les particularités de l'entreprise individuelle, de la Srl et de la SA :</p> <ul style="list-style-type: none"> société et raison sociale financement du capital gestion et représentation organes responsabilités / risques conséquences de l'inscription au registre du commerce <ul style="list-style-type: none"> à l'aide d'exemples simples de créations d'entreprise, déterminer de manière justifiée une forme d'entreprise appropriée avec ses avantages et ses inconvénients. 	7	

	<ul style="list-style-type: none"> décrire les grandes lignes de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) 	<ul style="list-style-type: none"> décrire la procédure de notification en cas d'exécution forcée décrire les principaux aspects de la poursuite par voie de saisie, de la poursuite en réalisation de gage, de la poursuite par voie de faillite et présenter les différences de fond établir un budget adéquat pour un usage privé expliquer les dangers de l'endettement privé en calculant par exemple la capacité de crédit; citer les pièges de l'endettement 	5	
	<ul style="list-style-type: none"> présenter l'organisation et la structure du droit fiscal suisse 	<p>Présenter, pour les impôts ci-après, la souveraineté fiscale, le sujet de l'impôt, l'objet de l'impôt et le contribuable :</p> <ul style="list-style-type: none"> Impôts directs <ul style="list-style-type: none"> impôt sur le revenu impôt sur le bénéfice impôt sur la fortune impôt sur le capital Impôts indirects <ul style="list-style-type: none"> taxe sur la valeur ajoutée impôt anticipé explication pour certains impôts des rapports suivants : <ul style="list-style-type: none"> utilisation des impôts (budget de l'État, redistribution en citant les investissements de l'État) taux fiscal / progression fiscale impôts directs et indirects 	3	

		<ul style="list-style-type: none"> sur la base d'un cas précis de personne privée, remplir une déclaration d'impôt de manière autonome en décrivant les principaux documents nécessaires à cet effet 		
Total			60	

Évaluation des prestations

Dans la discipline spécifique, nous suggérons que les évaluations soient réalisées sur la base de cas pratiques, en particulier en ayant une analyse économique, sociale et juridique de l'actualité.

Dans la branche complémentaire, nous suggérons que les évaluations portent sur les connaissances cognitives des compétences spécifiques définies dans le PEC.

Pour les 2 disciplines, nous proposons un minimum de 3 évaluations par semestre.

Formes des examens finaux

Examen écrit de 120 minutes